

# ATTI UFFICIALI

## LEGGI E DECRETI

Regio Decreto-Legge 16 agosto 1922, n. 1172, che dà piena esecuzione alla convenzione di commercio con la Polonia conclusa a Genova il 12 maggio 1922 (*Gazzetta Ufficiale*, 29 agosto 1922, n. 203).

VITTORIO EMAUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZICNE  
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno ;

Sentito il Consiglio dei ministri ;

Sulla proposta del nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con quelli dell'industria e commercio, delle finanze, del tesoro, della marina, dell'agricoltura e del lavoro e previdenza sociale ;

Abbiamo decretato e decretiamo :

**Art. 1.** — Fino a quando non sarà provveduto per legge, il nostro Governo è autorizzato a dare piena e intera esecuzione all'annessa convenzione di commercio fra l'Italia e la Polonia, conclusa in Genova il 12 maggio 1922.

**Art. 2.** — Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare

Dato a Roma, addì 16 agosto 1922.

VITTORIO EMANUELE.

Facta — Schanzer — Teofilo Rossi —  
Bertone — Paratore — De Vito  
— Bertini — Dello Sbarra.

Visto, il guardasigilli : Alessio.

## Convention commerciale entre l'Italie et la Pologne

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, d'une part  
 et  
 LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS, d'autre part :

Animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une Convention commerciale appropriée au régime transitoire, actuellement encore en vigueur dans leurs pays respectifs et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. E. le dr. Carlo Schanzer, ministre des affaires étrangères.

S. E. le comte avv. Teofilo Rossi, ministre de l'industrie et du commerce.

LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS :

S. E. Konstany Skirmunt, ministre des affaires étrangères ;

S. E. Henryk Strasburger, sous-secrétaire au Ministère de l'industrie et du commerce ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

**Art. 1.** — Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, jouiront, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce et de l'industrie dans le territoire de l'autre Partie Contractante des mêmes droits, privilèges, immunité, faveurs et exemptions, que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

**Art. 2.** — Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes recevront sur le territoire de l'autre Partie Contractante, par rapport à leur situation juridique, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, le même traitement que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Sont toutefois réservées, quant à l'achat, à la possession et à l'usage des biens immeubles, les exceptions et les restrictions qui sont ou seraient établies à l'égard des ressortissants de tous les États étrangers en ce qui concerne la sûreté de l'État.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie Contractante, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix et ils auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice et un accès libre auprès des autorités. Ils jouiront,

quant aux rapports judiciaires, de tous les droits et immunités des nationaux et comme ceux-ci ils auront la faculté de se servir pour la sauvegarde de leurs intérêts d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes.

**Art. 3.** — Les Sociétés civiles ou commerciales qui, en vertu des lois respectives, sont constituées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et qui y ont leur domicile, pourront, en se soumettant aux lois de l'autre, s'établir sur le territoire de ce dernier et y exercer leurs droits et leurs industries, acquérir, posséder ou affermer les immeubles nécessaires à leur bon fonctionnement.

Sont toutefois exceptées les industries qui, en raison de leur caractère d'utilité générale, sont ou seraient soumises à des restrictions spéciales, applicables à tous les pays.

Ces sociétés, une fois admises conformément aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur le territoire du pays respectif, auront libre et facile accès auprès des tribunaux des deux pays et ne seront pas soumises à des taxes, contributions et généralement à des redevances fiscales autres ou plus élevées que celles imposées aux sociétés du pays.

Le Gouvernement Polonais s'engage à condition de réciprocité à faire jouir, quant aux autres conditions d'exercice, les Sociétés italiennes établies en Pologne, du traitement de la nation la plus favorisée, lorsque ce traitement serait accordé à une puissance tierce quelconque, non limitrophe avec la Pologne.

**Art. 4.** — Les droits et taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou des corporations qui grèvent ou grèveront la production, la préparation des marchandises ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, ne pourront frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles indigènes de même espèce ou ceux de la nation la plus favorisée.

**Art. 5.** — Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes ne pourront, dans aucun cas, être soumis, pour l'exercice du commerce et de l'industrie dans le territoire de l'autre Partie Contractante, à des droits, taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevées que ceux qui sont ou seraient exigés des nationaux.

Ils seront dispensés du paiement des emprunts et des dons nationaux forcés, ainsi que de toute autre contribution, de quelque nature que ce soit, imposés pour les besoins de la guerre.

Les ressortissants de chacune des Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale. Ils

ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux dans la mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours contre une juste indemnité.

**Art. 6.** — Tous les produits du sol ou de l'industrie de la Pologne qui seront importés en Italie et tous les produits du sol ou de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Pologne, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis pendant la durée de la présente convention au traitement accordé à la nation la plus favorisée et notamment ne pourront en aucun cas être soumis à des droits ni plus élevés, ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

Chacune des Parties Contractantes s'engage donc à faire immédiatement et sans autres conditions profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège et de toute réduction de droits ou de coefficients de majoration, de taxes qu'elle a déjà accordés ou pourrait, par la suite, accorder, sous les rapports sus-mentionnés, à titre permanent ou temporairement à une tierce nation.

À l'exportation en Pologne il ne sera pas perçu en Italie et à l'exportation en Italie il ne sera pas perçu en Pologne, des droits ou taxes autres ou plus élevés, qu'à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

**Art. 7.** — Les dispositions fixées par l'article précédent ne s'appliquent pas :

1<sup>o</sup> aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties Contractantes dans le trafic frontière avec les pays limitrophes ;

2<sup>o</sup> aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3<sup>o</sup> un régime provisoire douanier entre les Parties : polonaise et allemande de la Haute Silésie.

**Art. 8.** — Les Parties Contractantes sont convenues que les restrictions ou prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises ne seront maintenues que pendant le temps et dans la mesure absolument nécessités par les conditions économiques actuelles.

En attendant que la liberté d'importation et d'exportation soit rétablie, elles s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires, afin que les entraves qui découlent desdites prohibitions soient réduites au minimum moyennant l'octroi de dérogations ou autres moyens appropriés.

En tous cas les Parties Contractantes se réservent le droit d'établir des restrictions aux importations et aux exportations :

a, pour des raisons de sécurité publique ;

*b*, pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles et particulièrement dans l'intérêt de la santé publique, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;

*c*, pour les marchandises faisant l'objet d'un monopole d'Etat ;

*d*, en vertu de l'application aux marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été et qui seront établies par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires.

**Art. 9.** — Sous obligation de réexportation ou de réimportation dans le délai d'un an et de la preuve d'identité, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1<sup>o</sup> pour les objets destinés aux foires, aux expositions et aux concours ;

2<sup>o</sup> pour les fûts et barils en fer et acier servant d'emballage pour les produits de naphte.

La réexportation de ces objets devra être garantie soit par le dépôt (en espèces) au bureau de douane d'entrée du montant des droits applicables soit par une caution valable.

**Art. 10.** — Les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays importés sur le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit vers quelque destination que ce soit, ne seront soumis à aucun droit de douane ou à aucun droit intérieur autre que la taxe de plombage et le droit de statistique, ou tous autres droits et taxes exclusivement affectés à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration que peut imposer ce transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférents aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Les marchandises, originaires d'un tiers Etat, importées dans le territoire de l'une des Parties Contractantes après avoir été déposées dans les entrepôts de l'autre, y seront admises au même traitement auquel elles seraient assujetties à leur importation à travers les entrepôts de l'Etat le plus favorisé à cet égard.

**Art. 11.** — Les négociants, industriels et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle, conforme au modèle annexe A, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit sans payer aucune taxe de patente, de faire dans l'autre pays des achats pour leur commerce ou fabrication et d'y rechercher des com-

mandes auprès des personnes ou maisons opérant la revente de leurs articles ou faisant l'usage de ces articles pour leurs besoins professionnels. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais il leur est interdit de colporter des marchandises à moins d'autorisation donnée conformément à la législation du pays où ils voyageront.

Les échantillons ou modèles, importés par lesdites industriels et commis-voyageurs, seront de part et d'autre admis en franchise de droit d'entrée et de sortie. La réexportation des échantillons et modèles dans le délai d'un an, devra être garantie soit par le dépôt (en espèces) au bureau de douane d'entrée du montant des droits applicables, soit par une caution valable.

**Art. 12.** — Les deux Parties Contractantes se garantissent réciproquement sur leurs territoires, en tout ce qui concerne les diverses formalités administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

**Art. 13.** — Dans les ports des deux pays, les bateaux italiens et les bateaux polonais, ainsi que leurs équipages et leurs cargaisons, leurs passagers et leurs bagages, seront traités sur le pied d'une parfaite égalité, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le classement des bateaux, les facultés pour leur amarrage, pour leur chargement ou leur déchargement et, généralement, pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les bateaux de commerce, leurs cargaisons et leurs équipages, leurs passagers et leurs bagages.

Les privilèges et droits énumérés ci-dessus ne s'étendent pas :

*a*, aux lois spéciales de protection de la marine de commerce nationale ;

*b*, aux concessions spéciales accordées aux Sociétés de Sport nautique et aux navires de plaisance ;

*c*, aux services des ports et au cabotage réservés à la marine nationale, ainsi qu'aux services entre l'Italie et ses colonies ;

*d*, à la pêche nationale.

Les deux Parties Contractantes accepteront pour le tonnage des bateaux respectifs les certificats de jauge délivrés en conformité des lois respectives de chaque pays.

**Art. 14.** — Les ressortissants des deux Parties Contractantes, leurs bagages et marchandises jouiront sur les chemins de fer respectifs des droits réservés à la nation la plus favorisée, tant par rapport aux prix et modes de transport que par rapport aux conditions de livraison taxes et impôts publics.

**Art. 15.** — Dans le cas où l'une des Parties Contractantes soumettrait à l'importation ou à l'exportation certains produits ou marchandises à des conditions de prix contrôlées par le Gouvernement ou

par tout autre organisme constitué par lui les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont ou pourraient être appliquées à d'autres Puissances tierces ou ressortissantes des autres Puissances tierces.

**Art. 16.** — Le Gouvernement Polonais se déclare prêt à faciliter le voyage des émigrants ressortissants de son territoire, et celui des émigrants de transit qui se dirigent aux ports italiens, ainsi que celui des émigrants qui rentrent dans leurs pays par lesdits ports.

Le Gouvernement Polonais déclare consentir à ce que les compagnies de navigation italiennes, en se soumettant à la législation polonaise, établissent des agences de vente en Pologne et y exercent leur activité, pour des transports directs de Trieste aux ports de l'Amérique du Sud et du bassin de la Méditerranée.

Le Gouvernement italien, en conformité de la législation italienne sur l'émigration assurera aux émigrants polonais, aussi bien dans le Royaume que sur les bateaux qui chargeront les émigrants, la même protection qu'il accorde aux émigrants italiens. Il s'engage, en outre, à prendre soin à ce que sur chaque bateaux qui fait le service avec le port de Trieste et qui transporte des émigrants polonais, se trouve un interprète approuvé par les autorités italiennes du service de l'émigration.

**Art. 17.** — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

La présente convention restera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur.

Après l'expiration de ce délai, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction et à partir du jour de sa dénonciation par une des Parties Contractantes, restera en vigueur encore trois mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait en double exemplaire, à Gènes, à le 12 mai mil neuf cent-vingt deux.

(L. S.) Skirmunt.

(L. S.) Carlo Schanzer.

(L. S.) Henryk Strasburger.

(L. S.) Teofilo Rossi.

Per parte di Sua Maestà il Re :

*Il ministro segretario di Stato per gli affari esteri*

SCHANZER.

**Regio Decreto 31 agosto 1922 che determina la tassa di concessione della patente di vettore di emigranti** (*Gazzetta Ufficiale* 15 novembre 1922, n. 267).

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE  
RE D'ITALIA

Visto l'art. 18 del testo unico della legge sull'emigrazione, approvato con R. decreto 13 novembre 1919, n. 2205 :

Sentito il Consiglio superiore dell'emigrazione :

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri

abbiamo decretato e decretiamo:

\* La tassa di concessione di cui al comma 5° dell'articolo 18 del testo unico della legge sull'emigrazione, approvato con R. decreto 13 novembre 1919, n. 2205, è stabilita in lire seimila per ogni piroscalo iscritto in patente.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Sant'Anna di Valdieri, addì 31 agosto 1922

VITTORIO EMANUELE.

*Schanzer.*

## ATTI PARLAMENTARI

---

### Camera dei Deputati

---

Relazione ministeriale al disegno di legge che autorizza la ratifica dei progetti di convenzione adottati dalla sessione di Genova della Conferenza dell'Organizzazione internazionale del Lavoro della Società delle Nazioni *presentato dal Ministro degli affari esteri (Schanzer)* nella seduta del 3 luglio 1922 (Atti parl. — Camera dei Deputati, Leg. XXVI, Sess. 1921-1922. Documenti, Disegni di legge e Relazioni, n. 1717).

*Onorevoli Colleghi,*

La Conferenza dell'Organizzazione internazionale del Lavoro della Società delle nazioni, nella sua seconda sessione tenuta a Genova dal 15 giugno al 10 luglio 1920 e consacrata ai problemi del lavoro della gente di mare, ha approvato tre «progetti di convenzione» e quattro «raccomandazioni».

In forza dell'articolo 405 del Trattato di pace di Versaglia, i membri dell'Organizzazione e cioè gli Stati che ne fanno parte, hanno l'obbligo di investire le autorità nazionali competenti delle decisioni della Conferenza, affinchè ad esse seguano, se ratificate o assentite, i provvedimenti di esecuzione. Ciò entro il termine di un anno dalla chiusura della Conferenza, termine che solo in caso di assoluta necessità può essere differito a 18 mesi e che per le decisioni di Genova è spirato il 10 luglio 1921.

Pertanto il Governo, mentre per mezzo della Segreteria italiana dell'Organizzazione internazionale del Lavoro ha già avviato una opera preliminare di consultazioni e di intese tra le singole amministrazioni interessate per rendersi conto del grado, delle forme e dei modi in cui possono venire attuate nel nostro Paese le «raccomandazioni» votate dall'alto consesso internazionale, ha l'onore di sottoporvi i seguenti «progetti di convenzione», i quali non potrebbero aver alcun principio di esecuzione se non fosse data dal Parlamento al Governo la formale autorizzazione a ratificarli.

Il primo progetto di convenzione mira a disciplinare il collocamento dei lavoratori del mare. Materia questa non nuova per l'Italia, dove, fin dall'inizio dello studio per la riforma della legislazione marittima, si riconobbe la necessità di combattere la mediazione privata

per il collocamento dei marinai. Il Consiglio superiore della marina mercantile e la « Commissione Reale per i servizi marittimi » ebbero di poi a far voti per l'istituzione di uffici paritetici, voti che, appoggiati calorosamente dalla Federazione nazionale della gente di mare, ebbero attuazione coll'articolo 34 del capitolato annesso alla legge 30 giugno 1912, n. 685, sui servizi marittimi sovvenzionati.

Sorsero così in Italia, prima forse che in ogni altro Paese, gli Uffici di collocamento presso le capitanerie e gli uffici di porto. La utilità dell'istituzione, dapprima ristretta nell'ambito della navigazione sovvenzionata, fu ben presto avvertita dalla marina libera. La questione fu agitata dai lavoratori del mare e la « Commissione Reale per l'esame dei problemi della marina mercantile relativi alla gente di mare », istituita con Regio decreto 14 agosto 1919, la risolse con la compilazione di un regolamento che creò gli Uffici gratuiti di collocamento sotto la presidenza del capitano di porto. Tali Uffici ebbero presto vita, con la cooperazione delle organizzazioni operaie e di armatori, dapprima nei porti più importanti e poi in buon numero di quelli secondari.

Quanto alle garanzie necessarie per la protezione dei lavoratori del mare circa il contratto di arruolamento, anche qui la legislazione italiana provvede con disposizioni efficaci contenute, sia nel Codice di commercio, sia nel Codice e regolamento per la marina mercantile. Siffatte disposizioni che impongono l'intervento del delegato dello Stato nella stipulazione del contratto, sono oggi rafforzate mediante il contratto-tipo di arruolamento stabilito dalla Commissione Reale anzidetta.

Il progetto di convenzione di Genova non pone dunque l'Italia di fronte ad un problema nuovo alla legislazione interna, ma la mette solo nella necessità di armonizzare nella forma i provvedimenti in vigore con le linee della nascente legislazione internazionale.

Il secondo progetto di convenzione stabilisce l'indennità di disoccupazione in favore dei marinai imbarcati, in caso di perdita della nave a causa di naufragio. Esso porta in sé così ben scolpito quel principio di giustizia che raccolse alla Conferenza la piena unanimità di suffragi, da non aver bisogno di chiarimento alcuno. Ed è anzi da rammaricare che tale principio non sia stato esteso, secondo la tesi sostenuta dal primo delegato del Governo italiano alla Conferenza, ad altri casi equivalenti, nei riguardi dell'involontaria disoccupazione, alla perdita della nave.

Il terzo progetto di convenzione fissa l'età minima per l'ammissione dei fanciulli al lavoro marittimo e costituisce un'applicazione speciale dell'altro progetto adottato nella prima Conferenza di Washington, col quale fu stabilito di interdire l'ammissione al lavoro industriale dei fanciulli minori di 14 anni.

Anche in questa materia non mancano in Italia disposizioni li-

mitatrici e tutelatrici. Il Codice per la marina mercantile nell'articolo 20 pone difatti tra i requisiti per l'iscrizione nella matricola della gente di mare di prima categoria, l'aver compiuto l'età di anni 10, limite che nel corso degli studi per la riforma del Codice marittimo si propose elevare a 15 anni, in analogia delle vigenti disposizioni sul lavoro delle donne e dei fanciulli. Si tratta dunque anche qui di ritoccare questo punto della nostra legislazione in conformità dell'impulso al movimento di riforma che nel nostro Paese si risentiva anche prima della guerra, per farlo combaciare, non senza gli adattamenti resi necessari dalle esigenze speciali della Nazione, con le proposizioni di Genova. Il principio di alta umanità che le ispira, quello cioè di dar modo ai fanciulli di età tenera di fortificarsi le membra, di educarsi e di istruirsi prima di affrontare le faticose venture del mare, è un principio già ammesso dalle nostre tradizioni liberali e non potrà quindi che avere il suo logico compimento.

Per concludere questi rapidissimi cenni ricorderò che alla Conferenza di Genova parteciparono 38 Stati e che l'Italia vi fu egregiamente rappresentata, sia da parte dei Sindacati di lavoratori e di armatori, sia da parte del Governo.

La legittima aspettativa che sulle proposizioni di Genova ha fondato la gran moltitudine dei marinai, con l'accordo dell'elemento padronale, non possono che trovare il caldo consenso del Parlamento italiano.

Pertanto mi onoro invitarvi a volere dare al Governo la autorizzazione di ratificare i progetti di convenzione di Genova col conseguente mandato di adattarvi, per i punti in questione, la legislazione interna.

## DISEGNO DI LEGGE

### *Articolo unico.*

Il Governo è autorizzato a ratificare i seguenti progetti di convenzione approvati dalla Conferenza dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nel corso della sua seconda sessione tenuta a Genova nel 1920 :

1. Progetto di convenzione per il collocamento dei marinai.
2. Progetto di convenzione sull'indennità di disoccupazione in caso di perdita per naufragio.
3. Progetto di convenzione che stabilisce l'età minima per l'ammissione dei fanciulli al lavoro marittimo.

Il Governo provvederà in conseguenza all'adattamento della legislazione marittima interna per conformarla alle anzidette convenzioni.

**RISPOSTE SCRITTE**  
**AD INTERROGAZIONI PARLAMENTARI**

**CURTI** : **Pagamento ai pensionati residenti all'estero.** (Atti Parl. C. D., leg. XXVI, 1<sup>a</sup> Sessione, Discussioni, Tornata del 24 giugno 1922, pag. 1176).

*Al ministro del tesoro* : « Per sapere se intenda permettere ancora il prolungarsi del doloroso stato di fatto prodotti per decine di migliaia di pensionati di guerra residenti all'estero, e specialmente a Nizza e Marsiglia, i quali non ricevono da otto mesi pensione alcuna, nè alcun pagamento; se può permettere che gli uffici del Tesoro, in Roma, e le Delegazioni provinciali lascino senza risposta i rapporti in merito dei Regi consoli, i telegrammi, le lettere, i telesspressi dei Consolati; e per sapere che cosa si attenda, non a concedere, ma ad accettare con entusiasmo, le offerte di Istituti di credito i quali ad ovviare a questi dolorosi fatti, si sono offerti di anticipare ad ogni scadenza le pensioni agli interessati, per attendere poi il rimborso dalle Delegazioni del tesoro, quando a queste piacerà di mandarlo ».

**Risposta.** — « Il Tesoro si preoccupa da tempo di agevolare i nostri benemeriti pensionati residenti all'estero, valendosi di tutti quegli espedienti cui può ricorrere senza pregiudizio dell'erario. Ed infatti, per quanto gli attuali ordinamenti non prevedano nemmeno il caso che pagamenti della specie debbano effettuarsi fuori del Regno, si è tuttavia fatto il possibile per attenuare il disagio lamentato dai suddetti connazionali, consentendo loro di poter intanto esigere gli assegni direttamente all'estero, senza ingerenza di altre persone o rappresentanti e senza alcun onere o speciale compenso per le prestazioni del Regio Governo.

Ma il numero considerevole degli interessati, al quale accenna anche l'onorevole interrogante, non consente purtroppo di raggiungere normalmente in tutti i singoli casi la sollecitudine che sarebbe desiderata nelle disposizioni che riflettono i pagamenti suddetti. Ad ostacolare la rapidità delle riscossioni intervengono circostanze che sono in genere estranee alla volontà dell'Amministrazione del tesoro. Taluni mezzi già sperimentati, quale il pagamento mediante vaglia

postali internazionali, hanno dato risultati assolutamente sfavorevoli cosicchè già si stabilì di dare esecuzione ai pagamenti di cui trattasi, mediante chèques pagabili all'estero su corrispondenti dei nostri maggiori Istituti, incarico questo che si è affidato al contabile del Portafoglio.

Ma, se in tal guisa si ovviò ad alcuni inconvenienti, non si è risparmiato ancora ai nostri benemeriti connazionali il maggior disagio causato dalla lunga attesa cui essi si vedono costretti prima di ottenere il pagamento delle rate di pensione scadute. Ciò perchè la emissione degli chèques richiede pur sempre il preventivo accertamento delle condizioni previste dalle norme vigenti prima di autorizzare i pagamenti della specie. E questo accertamento non può essere fatto se non con il certificato di vita del pensionato che deve essere rilasciato alla prescritta scadenza mensile, e non prima, dalla competente autorità consolare e poi inviato al competente Ufficio nel Regno per la liquidazione delle rate di pensione maturate.

Occorrendo perciò eliminare anche questa ultima causa di disagio dei nostri pensionati residenti all'estero, il Tesoro ha già concretati alcuni provvedimenti che permettono di risolvere definitivamente l'assillante questione che è tanto a cuore al Regio Governo. Le nuove facilitazioni, che saranno quanto prima attuate, tendono infatti ad assicurare il pagamento diretto degli assegni al pensionato alla scadenza prevista, senz'altra formalità all'infuori della presentazione del consueto certificato di vita nell'atto della riscossione.

I vantaggi della soluzione prospettata saranno risentiti specialmente dai pensionati che risiedono nei maggiori centri della nostra emigrazione, come sono per la Francia, Marsiglia, Tolone, Nizza, Parigi, ecc.

Per i pagamenti da effettuarsi in dette località saranno incaricati alcuni nostri Istituti scelti fra quelli che danno tutti i necessari affidamenti per un incarico così importante. E però, come l'onorevole interrogante potrà considerare, le offerte che i nostri Istituti di credito avevano rivolte al Tesoro per sollecitarlo a conceder loro l'incarico dei pagamenti in questione, sono già state prese nella dovuta considerazione pur dovendosi — cosa questa assai delicata — esigere le maggiori garanzie a tutela sia dell'erario, sia dei nostri benemeriti connazionali.

Assicuro infine l'onorevole interrogante che i rapporti inviati dalle Regie autorità consolari agli Uffici centrali e provinciali del Tesoro in merito agli inconvenienti che si deplorano a danno dei nostri pensionati, sono esaminati con ogni cura e, quand'anche non venga data pronta risposta alle suddette autorità, l'Amministrazione provvede a rimuovere gl'inconvenienti segnalati, compatibilmente alle speciali esigenze del servizio. Se poi alcuno dei rapporti suindicati

è rimasto senza esito, si ritiene che debba trattarsi di qualche caso isolato, caso, che, se fosse possibile segnalare, verrebbe sollecitamente preso in esame per gli opportuni provvedimenti.

Ad ogni modo riconfermo che i provvedimenti accennati non attendono ora che di essere al più presto attuati: ciò che sarà possibile non appena superate alcune lievi difficoltà di ordine puramente amministrativo.

Il Tesoro ritiene di avere così assolto il suo debito verso i nostri benemeriti pensionati di guerra, che hanno dovuto abbandonare la madre patria. E' tuttavia disposto a fare ancora tutto il possibile per eliminare quegli inconvenienti, ora non prevedibili, che per avventura, si verificassero nell'attuazione dei provvedimenti ».

*Il Sottosegretario di Stato*  
DE CAPITANI D'ARZAGO.

D'ARAGONA: Disposizioni sui passaporti per la Svizzera. (Atti Parl. C. D., leg. XXVI, 1<sup>a</sup> Sessione, Discussioni, Tornata del 24 giugno 1922, pag. 1178).

*Al ministro degli affari esteri: « Per sapere come intende rispondere al memoriale presentato nel maggio 1922 e firmato da alcune migliaia di nostri connazionali residenti in Svizzera, memoriale chiedente radicali modificazioni alle attuali disposizioni sui passaporti ».*

**Risposta** — « Al Ministro degli affari esteri non sono ancora pervenute le schede che un Comitato di Losanna ha fatto ricoprire di firme di nostri connazionali per aderire ad un proclama, poco riguardoso nella forma ed inesatto nella sostanza, che quel Comitato aveva distribuito.

Si tratta di una raccolta di firme, fatta senza controlli e senza garanzie, colla quale si è tentato di dar valore alle lagnanze di una parte di nostri connazionali residenti a Losanna, per quanto riguarda la tassa e la validità del passaporto.

Infatti, sfrondate da ogni elemento estraneo e ridotte in termini puramente schematici, le ragioni che hanno dato origine alle predette lagnanze, si possono ridurre a tre.

La prima si riferisce all'obbligo fatto a tutti i cittadini che hanno superato il 15<sup>o</sup> anno di età di essere muniti di un passaporto proprio.

La seconda si riferisce alla validità di un anno che si ritiene troppo breve.

La terza riguarda la tassazione alla quale il documento in esame è sottoposto. Questa tassa — come si sa — è di lire due per i non abbienti e di lire 25 per gli altri, notando però, che quest'ultima categoria di persone è composta soltanto dei professionisti, commercianti stabiliti per loro conto, e di coloro che vivono notoriamente di rendita. Non è il caso di confutare le osservazioni di carattere generale messe avanti per dimostrare superflua e dannosa la necessità del passaporto per la uscita dal Regno. Come già altra volta ebbero a dichiarare i miei predecessori alla Camera, rispondendo ad analoghe interrogazioni quest'obbligo deriva, nella quasi totalità dei casi, da prescrizioni di legge dei paesi stranieri. Tutti i paesi d'Europa, e quelli a noi limitrofi con speciale rigore, impediscono l'entrata nel loro territorio alle persone non munite di passaporto; sia per ragioni di polizia e sanitarie, sia per la preoccupazione di controllare e di difendere il proprio mercato economico e di lavoro.

In questa situazione di cose, anche se l'obbligo del passaporto venisse, per nostra disposizione interna, a cessare, i connazionali che intendono recarsi all'estero non potrebbero esimersi dal munirsi ugualmente di tale documento.

Per quanto, poi, ha tratto all'obbligo specificatamente fatto a tutti i cittadini che hanno superato il 15° anno di età di munirsi di un passaporto proprio, è bene tenere presente che tale disposizione trova il suo fondamento appunto nella necessità di dare ai membri di una stessa famiglia, giunti all'età di essere capaci di svolgere un'attività propria, quella possibilità di più facile movimento che è anche nei desideri del gruppo protestatario di Losanna e dell'onorevole interrogante.

Non sembra sia il caso di confutare le ragioni che sono state addotte dal noto proclama contro siffatto provvedimento, e cioè che esso « rompe l'unità della famiglia » e viene ad annullare di fatto « l'autorità del suo capo e dà origine a gravi conseguenze di carattere morale »; siffatte osservazioni si appalesano destituite, senz'altro, di fondamento, tosto che si tenga presente che il rilascio del passaporto ai membri di una famiglia ancora sottoposti a potestà altrui non può effettuarsi per legge ed in pratica, che con il preventivo consenso di chi esercita la potestà stessa.

Neppure si può sostenere che le formalità richieste in Italia per il rilascio e la rinnovazione del passaporto siano, oggi, tali da intralciare la libera circolazione o che, comunque, possono essere soppresse. Tali formalità sono infatti quelle stesse già prescritte dal Regio decreto 31 gennaio 1901, n. 36, del quale, proprio, il noto proclama di Losanna chiede il ripristino. Esse mirano soprattutto, con i documenti richiesti agli interessati, ad accertarne lo stato civile e ad impedire l'esodo di coloro che sono soggetti al servizio di leva, o che debbono

render conto di loro atti alla giustizia, o che tentano di sottrarsi agli obblighi verso la famiglia. Disposizioni complementari e contingenti ci preoccupano, inoltre, della necessità di tutelare la nostra emigrazione; e mirano, soprattutto, ad accertare che gli espatriati si trovino nelle condizioni volute dallo Stato di destinazione, per evitare che essi, avventurandosi all'estero privi dei documenti richiesti per potervi essere ammessi al lavoro, non debbano andare incontro a reiezione o, nel più favorevole dei casi, a divenire oggetto di sfruttamento, con grave pregiudizio proprio e, indirettamente, degli altri connazionali emigranti.

Per quanto poi si riferisce alla tassa che viene richiesta per il rilascio dei passaporti, è bene dire, innanzi tutto, che la tassa pel passaporto e la validità del documento per un anno sono state fissate, per legge, dopo che il Consiglio superiore dell'emigrazione, all'unanimità si era pronunciato in questo senso, in seguito ad un'indagine condotta dal Commissariato della emigrazione presso i consoli, le prefetture, gli istituti di tutela degli emigranti e dopo uno studio comparativo della legislazione straniera.

Il Ministero del tesoro ha fissato la tassa per le persone facoltose a lire 25; non so se intenda ridurla. Per quanto si riferisce agli emigranti la tassa di lire 2 è da tutti ritenuta, come difatti è, irrisoria. Serve appena a reintegrare le spese di costo dei libretti pel passaporto, dei registri e della corrispondenza relativa.

Gli introiti di questa tassa, verificatisi nei Consolati italiani della Svizzera sono stati interamente devoluti per i sussidi di assistenza alle famiglie dei disoccupati italiani nella Confederazione.

Tuttavia, anche questa tassa di lire due è stata dimezzata e ridotta per i paesi a moneta svalutata; si è prescritto, infatti, ai consoli locali di adattare, nella riscossione, un cambio fisso e costante di gran lunga inferiore a quello ufficiale; sempre indipendentemente alle disposizioni che riguardano il rilascio del passaporto gratuito a coloro che rimpatriano per indigenza.

I provvedimenti richiesti dai connazionali di Losanna non sono stati invocati da nessun'altra parte del mondo. Da per tutto i nostri connazionali si sono dimostrati soddisfatti del regime attuale, anche perchè essi constatano che è di gran lunga più favorevole di quello dei paesi in cui si trovano. Nella stessa Svizzera i cittadini elvetici pagano il passaporto per l'estero, senza distinzione di categorie, 15 franchi, ma la durata del documento è di sei mesi, rinnovabile fino ad un anno,

Dopo quanto ho avuto l'onore di esporre per dimostrare la inconsistenza o, per lo meno, la esagerazione delle predette lagnanze, ho motivo di ritenere che, soprattutto mercè l'opera persuasiva che vorrà spiegare in proposito l'onorevole interrogante, quel gruppo di nostri nazionali che hanno creduto opportuno di promuovere una pubblica

sottoscrizione di protesta nella Svizzera, si convinceranno che non è il caso di insistere per la modifica delle vigenti disposizioni, perchè esse, emanate dopo lunga esperienza, prese col consenso del Corpo consultivo della emigrazione, sono state adottate nell'interesse supremo dei nazionali emigranti e sono di gran lunga più liberali, più economiche e più protettive di quelle che sono in uso negli altri paesi.

*Il Sottosegretario di Stato*  
TOSTI DI VALMINUTA.

**ARGENTIERI: Treno per il trasporto degli emigranti in Francia.**  
(Atti Parl. C. D., leg. XXVI, 1<sup>a</sup> Sessione, Discussioni, Tornata dell'8 luglio 1922, pag. 1230).

*Al Ministro degli affari esteri: « Per sapere se non creda opportuno fare pressione presso il Governo francese per ottenere :*

1<sup>o</sup> *che siano aumentati i convogli emigranti, ora ridotti solamente a due, dalla stazione di Ventimiglia all'ufficio di immigrazione, evitando così snercanti e costose soste di parecchie ore nelle stazioni di Ventimiglia e Mentone ;*

2<sup>o</sup> *che l'Ufficio di immigrazione di Mentone sia trasportato presso la stazione di Ventimiglia ove risiedono già tutti gli altri servizi di frontiera italiani e francesi ».*

**Risposta.** — « Gli inconvenienti, cui accenna l'onorevole interrogante, dipendevano specialmente dalla riduzione del numero dei treni fatta dalle autorità francesi. Infatti i convogli ferroviari giornalieri destinati al trasporto degli emigranti che si recano nella vicina Repubblica erano stati ridotti, nel gennaio 1922, da quattro a due ; a quanto sembra, per deficienza di personale. La situazione degli operai che arrivano alla stazione di Ventimiglia si era pertanto trovata di molto aggravata, poichè, fra la partenza dell'uno e dell'altro convoglio, correva un lasso di tempo di otto ore, il primo partendo alle 9,57 e l'altro alle 17.25.

Gli inconvenienti, cui dava origine questo stato di cose, furono a varie riprese segnalati alle autorità francesi di confine : e, in seguito alle nostre insistenze, si è ottenuto, in un primo tempo, che almeno quando venivano annunciati, dall'interno del Regno, arrivi di comitive di emigranti, muniti di contratti collettivi di lavoro, queste po-

tessero proseguire direttamente per Mentone. Tuttavia rimaneva sempre da lamentare che gli altri operai, specialmente quelli che giungevano senza la documentazione richiesta dalle autorità francesi, dovessero sostare lunghe ore in attesa del treno e arrivassero poi a Mentone ad ora tarda, e spesso nella impossibilità di proseguire, nella stessa serata per la destinazione scelta in Francia.

Ma, finalmente, dietro rinnovate pratiche si è potuto, pochi giorni fa ottenere che il convoglio del pomeriggio si effettui alle ore 15.40 da Ventimiglia. Ciò oltre che rendere meno lunga l'attesa in questa città a coloro che vi arrivano nella mattinata, permette agli operai di giungere a Mentone alle 16, e cioè in tempo per proseguire addirittura senza ulteriori soste nei luoghi di loro destinazione.

Quanto alla opportunità, prospettata dall'onorevole interrogante di trasportare a Ventimiglia l'Ufficio d'immigrazione francese, attualmente a Mentone, sembra preferibile che, sul territorio italiano, i servizi di questo genere siano assicurati soltanto dagli uffici italiani. A questo fine gli istituti di assistenza per gli emigranti, che già esplicano a Ventimiglia una encomiabile attività, in concorso coll'Ufficio del Commissariato generale dell'Emigrazione, saranno invitati a completarla e ad intensificarla ».

*Il sottosegretario di Stato*

TOSTI DI VALMINUTA.

**MARCONCINI: Pagamento delle pensioni agli italiani residenti all'estero** (Atti Parl. C. D., leg. XXVI, 1<sup>a</sup> Sessione, Discussioni Tornata dell'8 luglio 1922, pag. 1244).

*Al ministro del tesoro: « Per sapere se, nell'intento di raggiungere una semplificazione nei servizi delle pensioni di guerra e un utile accelleramento del loro pagamento, non creda opportuno disporre che le pensioni stesse dovute a ex combattenti e loro famiglie residenti all'estero siano pagate direttamente pel tramite dei Consolati anzichè per quello delle Delegazioni del tesoro ».*

**Risposta** — « Secondo le leggi e gli ordinamenti in vigore il servizio del pagamento delle pensioni non può essere disimpegnato che dalle Delegazioni del tesoro e la riscossione dovrebbe aver luogo nel regno direttamente dai titolari delle pensioni stesse o da un loro legale rappresentante. Con la nomina di un procuratore speciale, qualunque pensionato residente all'estero è quindi in grado di ottenere

il pagamento dei propri assegni. Senonchè i nostri pensionati residenti all'estero, dimostrando l'impossibilità di trovare dei fiduciari o per altri motivi, insistono perchè i pagamenti siano loro eseguiti all'estero, alla scadenza e direttamente dal patrio Governo.

Il Tesoro ha già provveduto a fare il possibile per agevolare i suddetti benemeriti connazionali e ritiene, anzi, di poter fra breve soddisfare tutte le loro richieste, senza, peraltro, turbare i vigenti ordinamenti contabili.

Fino ad alcuni mesi or sono, il servizio dei pagamenti in parola fu eseguito a mezzo di vaglia internazionali che l'Amministrazione postale emetteva, su richiesta delle Delegazioni del tesoro incaricate di disporre i pagamenti, verso esibizione dei certificati di esistenza in vita degli interessati che pervenivano dalle competenti autorità consolari. Ma avendo tale procedura originato parecchi gravi inconvenienti, quali, il ritardo nella riscossione, differenze sensibili nel cambio fra la data della richiesta e quella della effettiva emissione del vaglia, ed infine una insopportabile congestione di lavoro nelle Delegazioni del tesoro che si trovavano già in condizioni alquanto difficili per il gravoso servizio delle pensioni di guerra, si è dovuto sospendere l'emissione dei vaglia internazionali ed incaricare il contabile del Portafoglio dell'acquisto di chèques su corrispondenti all'estero dei nostri maggiori istituti. In tal modo si sono potuti realmente eliminare parecchi degli inconvenienti già lamentati: non si è però ottenuto, per ovvie ragioni, che le riscossioni all'estero avessero luogo con la speditezza che i nostri connazionali pensionati richiedono. E però si sono ora concretati speciali provvedimenti affinchè sia possibile, senza esorbitare dall'attuale ordinamento, di eliminare anche l'inconveniente del ritardo, causa senza dubbio prevalente del malcontento dei nostri benemeriti emigrati.

I provvedimenti stessi consentono di poter pagare direttamente al pensionato, alla scadenza prevista, senza esigere alcun compenso speciale per la prestazione del Regio Governo. Nei centri più importanti della nostra emigrazione, saranno incaricati per i pagamenti in parola alcuni nostri istituti che danno i necessari affidamenti per il suddetto importante servizio. Si ricorrerà invece all'opera delle nostre autorità consolari, nonchè degli ispettori dell'emigrazione, nei centri meno importanti delle nostre colonie di emigranti e dove possibilmente risiedono banche corrispondenti del Tesoro alle quali occorre appoggiare l'opera dei consoli o degli ispettori; ed infine si continuerà l'attuale sistema della emissione degli chèques a cura del contabile del Portafoglio solo per quei pensionati che risiedono in località eccentriche, lontane dalle nostre autorità consolari e dai corrispondenti del Regio tesoro.

Come l'onorevole interrogante potrà considerare, la proposta sug-

gerita era già stata presa in esame, soltanto che essa non costituisce cardine di un nuovo ordinamento, ma è uno degli elementi atti a risolvere la grave questione prospettata che tanto malcontento ha suscitato nei nostri benemeriti connazionali. D'altronde la proposta accennata non potrebbe essere nemmeno generalizzata senza uno speciale provvedimento legislativo, provvedimento che evidentemente non può essere proposto se non si ha la certezza di conseguire una riforma utile sotto ogni riguardo. Ora tale certezza è ben lungi dal sussistere, perchè — come fu già esaminato a suo tempo — la proposta di affidare l'incarico in parola ai nostri Regi consoli, se è certamente apprezzabile, soprattutto dal punto di vista di stabilire contatti frequenti e cordiali fra la madre patria ed i nostri emigrati, non è purtroppo scevra di inconvenienti e di difficoltà, nè lievi, nè superabili in breve tempo.

Epperò io prego l'onorevole interrogante di voler attendere l'esito della riforma in corso, assicurando intanto che il Tesoro mette ora ogni cura ed attività per la sollecita attuazione dei provvedimenti già concretati ».

*Il sottosegretario di Stato*  
DE CAPITANI D'ARZAGO.

**OLIVETTI: Visita doganale e dei passaporti ai viaggiatori per l'Italia.** (Atti Parl. C. D., leg XXVI, 1<sup>a</sup> Sessione, Discussioni, Tornata dell'8 luglio 1922, pag. 1248).

*Al Ministero degli affari esteri: « Per conoscere, in considerazione degli inconvenienti che derivano dall'attuale sistema di controllo dei passaporti e di visita del bagaglio dei viaggiatori in Italia, della provata inutilità del controllo esercitato dalla polizia italiana di confine mediante le rubriche dei segnalamenti, dell'evidente interesse di rendere più facile il movimento dei forestieri ed il traffico dei viaggiatori, non ritenga di disporre che la visita doganale e il controllo dei passaporti per i viaggiatori per l'Italia che si trovino sui treni diretti, vengano eseguiti nei convogli senza obbligare i viaggiatori stessi a discendere a Chiasso, adottando perciò quelle stesse facilitazioni che il Governo svizzero concede per i treni diretti provenienti dall'Italia ».*

**Risposta** — « Per agevolare la ripresa dei traffici internazionali da tempo sono state abolite le varie formalità che erano stabilite per l'entrata e l'uscita dal Regno dei viaggiatori ed ormai le disposizioni concernenti il servizio di controllo dei passaporti dei viaggiatori dei

treni internazionali sono ridotte al numero indispensabile per la sicurezza.

Si era studiata, lo scorso anno, la possibilità di fare eseguire il controllo ai passaporti su tutti i treni internazionali in movimento; ma, date le peculiari necessità di servizio, non fu possibile emanare una disposizione di carattere generale che prescrivesse la visita di polizia su tutti i treni in movimento da e per l'estero.

Ciò si è fatto solo per alcune linee, non opponendovisi ragioni di carattere tecnico, per le altre, invece, si è cercato di ridurre le operazioni al minimo necessario, affinché i treni non avessero a subire delle soste nelle stazioni di confine.

Per la linea di Chiasso-Como non si è potuto prescrivere che la visita dei passaporti venisse fatta sui treni in movimento, sia perchè occorrerebbe molto personale da inviare a Lugano o a Bellinzona, personale di cui per ora non si dispone, stante l'attuale gravissima deficienza numerica di funzionari ed agenti di pubblica sicurezza, sia perchè, svolgendosi il servizio in territorio estero, i funzionari non potrebbero eventualmente eseguire atti di polizia giudiziaria in confronto dei viaggiatori.

Il servizio, poi, non potrebbe essere eseguito in treno neanche fra Chiasso e Como, perchè il tratto—metà italiano e metà svizzero è brevissimo ed è percorso solo in sei minuti.

Alla stazione di Como, inoltre, non si potrebbero, senza gravi inconvenienti, respingere viaggiatori, perchè si è già in territorio italiano.

Allo scopo, però, di facilitare sempre più il movimento dei viaggiatori ed in seguito ad analoghe richieste delle Ferrovie federali, il Ministero dell'interno, recentemente, d'accordo con la direzione generale delle ferrovie, ha interessato il Ministero degli esteri e quello delle finanze affinché la verifica dei passaporti e la visita doganale vengano fatte durante la sosta del treno stesso, evitando così che i viaggiatori discendano alla stazione di Chiasso ».

*Il sottosegretario di Stato per l'interno.*

CASERTANO.

## ATTI DI AMMINISTRAZIONE

**Domanda di svincolo delle cauzioni versate dalle Società «Italia» e «Lloyd Italiano» ed ordinanze 17 novembre 1922 del Commissariato generale dell'Emigrazione che ne determina la data di cessazione della qualità di vettore di emigranti.**

*On. Commissariato Generale per l'Emigrazione*  
**ROMA**

La sottoscritta Navigazione Generale Italiana, Società Riunite Florio-Rubattino e Lloyd Italiano, capitale emesso e versato Lit. 150.000.000, sede in Genova Via Balbi N. 6 p. 2<sup>o</sup>, nella quale si sono fuse le società:

*Lloyd italiano* — Società di navigazione sedente in Genova — come da rogito 29 luglio 1918 del Notaro dottor Gerolamo Cassanello di Genova.

*Italia* — Società di navigazione a vapore sedente in Napoli come rogito 31 Ottobre 1919 del Notaro Paolo Cassanello di Genova.

Rivolge rispettosa domanda a codesto On. Commissariato generale per l'Emigrazione perchè voglia disporre che sieno emessi (in duplice originale) i decreti di svincolo dei seguenti cauzionali effettuati dalle predette cessate società in ottemperanza di quanto prescritto dall'art. 13 della legge sull'emigrazione del 31 gennaio 1901 N. 23 e relativo regolamento.

Lit. 160.000 — Consolidato Italiano 5 % — cauzione ex Lloyd Italiano per esercitare la qualità di vettore di emigranti.

Polizza N. 6392 — N. di posizione 57584 — conto 6590/14081 — ricevuta 5032 del 6 giugno 1905.

Lit. 20.000 — Consolidato Italiano 5 % — cauzione supplementare ex Lloyd Italiano per la patente di vettore d'emigrazione.

polizza N. 8642 — N. di posizione 58523 — conto 7041 — ricevuta 5483 del 28 giugno 1906.

Lit. 233.500 — obbligazioni 3 % Strade Ferrate del Mediterraneo — cauzione ex «Italia» per prescrizione della legge sull'emigrazione e relativo regolamento.

polizza N. 5621 — N. di posizione 55094 — conto 5773 — ricevuta 4274 del 4 settembre 1902.

Lit. 52.000 — obbligazioni 3 % Ferrovie Rete Mediterranea — cauzione ex «Italia» per prescrizione della legge sull'emigrazione e relativo regolamento.

polizza N. 5342 — N. di posizione 54249 — conto 5495 — ricevuta 3978 dell'11 settembre 1901.

Unisce a questo scopo due certificati rilasciati dalla Cancelleria del Tribunale Civile e Penale di Genova dai quali risulta l'avvenuta fusione nella Navigazione Generale Italiana delle precitate due Società alle date indicate negli stessi e quindi la decadenza dell'esercizio della patente di vettore di cui alla richiamata legge e regolamento sull'emigrazione.

Grata della sollecita evasione della presente richiesta, si rassegna con distinta osservanza.

*Navigazione Generale Italiana,  
Società Riunite Florio, Rubattino  
e Lloyd Italiano - Sede in Genova  
(Capit. Sociale L. 150.000000 int. versato)*

#### IL COMMISSARIO GENERALE DELL'EMIGRAZIONE

Vista la domanda con la quale, la « Navigazione Generale Italiana » Anonima con sede in Genova, chiede lo svincolo della cauzione di L. 180.000 (centottantamila), a suo tempo versate dalla Società « Lloyd Italiano » per ottenere la patente di vettore di emigranti ; tenuto presente l'atto di fusione delle predette due Società, rogato, in data 29 luglio 1918, da notaro Dott. Girolamo Cassanello di Genova ;

visti i Decreti Ministeriali in data 31 maggio 1905, e 16 giugno 1906 che fissavano l'ammontare della cauzione da versarsi dal « Lloyd Italiano » in L. 180.000 (centottantamila) e le modalità del versamento da eseguirsi presso la Cassa Depositi e Prestiti ;

visto l'art. 18 del T. U. della legge sull'emigrazione, approvato con R. Decreto 13 novembre 1919 N. 2205 ;

visti gli articoli 47 e 53 del Regolamento per l'applicazione della legge sull'emigrazione, approvato con R. Decreto 10 luglio 1911, N. 375 ;

visto l'art. 212 del Regolamento per la gestione amministrativa e contabile del Fondo per l'emigrazione, approvato con R. D. 16 maggio 1912, N. 556 ;

considerato che il « Lloyd Italiano » (Società di Navigazione con sede a Genova) per effetto della sua fusione con la « Navigazione Generale Italiana », anonima sedente a Genova, veniva a trovarsi alla data del 29 luglio 1918, nella condizione di non potere più compiere per proprio conto ulteriori operazioni di emigrazione ;

Determina :

**Art. 1.** — La Società di navigazione « Lloyd Italiano » dalla data del 29 luglio 1918, ha perduto la qualità di vettore di emigranti agli effetti dell'ultimo capoverso dell'art. 18 del T. U. della legge sull'emi-

grazione, approvata con R. Decreto 13 Novembre 1919, N. 2205, per quanto si riferisce all restituzione della cauzione di L. 180.000 (centottantamila) versate, a suo tempo, per ottenere la patente di vettore.

**Art. 2.** — Spirati i termini fissati dall'art. 18 del T. U. sopra citato, e dagli articoli 47 e 53 del vigente regolamento per l'applicazione della legge sull'emigrazione approvato con R. Decreto 10 luglio 1901, N. 375, sarà provveduto, nei modi e termini di legge, e senza responsabilità del Ministero degli esteri e del Commissario generale dell'emigrazione alla restituzione della cauzione di cui sopra, a favore della « Navigazione Generale Italiana » società che in dipendenza della fusione sopra ricordata si è sostituita per tutti i diritti e gli oneri alla Compagnia di Navigazione « Lloyd Italiano ».

Salvo il caso di giudizi pendenti dei quali sia stato o venga dato in tempo avviso dagli interessati stessi che, a tal fine, sono formalmente diffidati ad uniformarsi alle prescrizioni dell'articolo 86 del citato regolamento per l'applicazione della legge sull'emigrazione.

**Art. 3.** — La presente ordinanza, unitamente alla domanda della « Navigazione Generale Italiana » sarà pubblicata, per tutti gli effetti di legge, sulla Gazzetta ufficiale, sul Bollettino del Commissariato generale dell'Emigrazione, nelle Capitanerie di Porto e negli Ispettorati dell'emigrazione di Genova, Napoli, Palermo, Messina Bari e Trieste.

*Roma, li 17 novembre 1922.*

DE MICHELIS

#### IL COMMISSARIO GENERALE DELL'EMIGRAZIONE

Vista la domanda con la quale la « Navigazione Generale Italiana » anonima con sede in Genova chiede lo svincolo della cauzione di L. 271.443,75 (duecentosettantunmila quattrocentoquarantatre e cent. 75), a suo tempo versate dalla Società « Italia », per ottenere la patente di vettore di emigranti ;

tenuto presente l'atto di fusione delle predette due Società rogata in data 31 ottobre 1919 dal Notaro Paolo Cassanello di Genova ;

visti i Decreti ministeriali 1° settembre 1901 ed 8 ottobre 1902 che fissavano l'ammontare della cauzione da versarsi dalla Società « Italia » per ottenere la patente di vettore di emigranti e che stabilivano le modalità dei versamenti stessi da effettuarsi alla Cassa Depositi e Prestiti ;

visto l'art. 18 del Testo Unico della legge sull'emigrazione approvato con R. D. 13 novembre 1919, N. 2205 ;

visti gli articoli 47 e 53 del Regolamento per l'applicazione della legge sull'emigrazione approvato con R. D. 10 luglio 1901, N. 375 ;

visto l'art. 212 del Regolamento per la gestione amministrativa e contabile del fondo per l'emigrazione, approvato con R. Decreto 16 maggio 1912, N. 556 ;

considerato che la Società di Navigazione a Vapore « Italia » con sede in Napoli, in dipendenza della avvenuta fusione con la « Navigazione Generale Italiana » anonima sedente in Genova, veniva a trovarsi, con la data stessa del 31 ottobre 1919, nella condizione di non potere più compiere ulteriori operazioni di emigrazione ;

#### Determina :

**Art. 1.** — La Società di Navigazione a Vapore « Italia » dalla data del 31 ottobre 1919, in cui si fondeva con la « Navigazione Generale Italiana », ha perduto la qualità di vettore di emigranti agli effetti dell'ultimo capoverso dell'art. 18 del T. U. della legge sull'emigrazione, 13 novembre 1919, N. 2205, per quanto si riferisce alla restituzione della cauzione di L. 271.443,75, versate, a suo tempo per ottenere la patente di vettore.

**Art 2.** — Spirati i termini fissati dall'art. 18 del T. U. sopra citato, e dagli art. 47 e 53 del vigente Regolamento per l'applicazione della legge sull'emigrazione, approvato con R. D. 10 luglio 1901 N. 375, sarà provveduto, nei modi e termini di legge e senza responsabilità del Ministero degli esteri e del Commissario generale dell'Emigrazione alla restituzione della cauzione di cui sopra, a favore della « Navigazione Generale Italiana », Società che, in dipendenza della fusione sopra ricordata, si è sostituita, per tutti i diritti e gli oneri, alla Compagnia « Italia ».

Salvo il caso di giudizi pendenti dei quali sia stato e venga dato, in tempo, avviso, dagli interessati stessi che, a tal fine, sono formalmente diffidati ad uniformarsi alle prescrizioni dell'art. 86 del citato regolamento per l'applicazione della legge sull'emigrazione.

**Art. 3.** — La presente ordinanza, unitamente alla domanda della « Navigazione Generale Italiana », sarà pubblicata, per tutti gli effetti di legge, sulla Gazzetta Ufficiale, sul Bollettino del Commissariato generale dell'Emigrazione, nelle Capitanerie di porto e negli Ispettorati dell'emigrazione di Genova, Napoli, Palermo, Messina, Bari e Trieste.

*Roma, li 17 novembre 1922.*

DE MICHELIS

## CIRCOLARI

## Commissariato generale dell'Emigrazione

CIRCOLARE 3 novembre 1922, n. 38

*Ai R. Ispettorati ed uffici dell'emigrazione  
nel Regno e all'estero.*

*Ai Segretariati ed uffici di tutela degli emi-  
granti nel Regno.*

La R. Ambasciata d'Italia in Washington conferma che il termine utile per l'inizio dei procedimenti giudiziari contro l'« Alien Property Custodian » per la liberazione dei beni sequestrati a sudditi ex nemici negli Stati Uniti di America, è stato prorogato dall'emendamento del 21 Dicembre 1921, a tutto il 2 gennaio 1923.

Stante l'approssimarsi della scadenza del termine, è opportuno di avvertirne gli interessati.

*p. il Commissario generale.*

E. ROSSI

## Commissariato generale dell'Emigrazione

CIRCOLARE 11 novembre 1922 n. 39

*Ai Sigg. Prefetti, Sottoprefetti,  
e Questori del Regno.*

Viene segnalato a questo Commissariato generale che molti emigranti regolarmente diretti in Francia, incontrano difficoltà al passaggio della frontiera perchè non sono forniti di tutti i documenti richiesti ed imposti dalle Autorità francesi (e non da questo Commissariato).

Al riguardo le SS. LL. sono pregate di dare disposizioni agli uffici dipendenti perchè avvertano gli interessati che — secondo disposi-

zioni vigenti in Francia — gli emigranti diretti in quello Stato, oltre al passaporto ed al *contratto di arruolamento*, debbono anche possedere :

1. N. 4 (quattro) fotografie sciolte, formato tessera da esibire alle autorità di controllo alla frontiera francese, perchè siano applicate sui documenti che le predette autorità rilasciano all'operaio al suo ingresso in Francia.

2. il certificato di subita vaccinazione.

*Il Commissario generale*  
DE MICHELIS

### Commissariato generale dell'Emigrazione

CIRCOLARE 12 novembre 1922, n. 40

*Ai Segretariati ed Istituti di Assistenza agli emigranti del Regno all'estero.*

e per conoscenza:

*Agli Ispettorati ed Uffici dell'emigrazione all'interno ed all'estero.*

L'Ufficio di verifica e compensazione presso il Ministero per l'Industria e il commercio sta compiendo, d'accordo con questo Commissariato generale, i passi del caso presso la competente Autorità germanica, affinchè si provveda con la procedura di compensazione stabilita dal trattato di pace di Versaglia al pagamento dei debiti dei Socializi professionali assicuratori tedeschi verso nostri connazionali per quote di rendite operaie relative al periodo bellico.

Se neppure tali pratiche sortiranno l'effetto desiderato, sarà necessario di portare la questione dinanzi al Tribunale arbitrale misto Italo-Germanico, per una decisione definitiva e di massima da parte di esso.

Siccome peraltro non tutti gli interessati hanno finora presentato a questo Commissariato generale la denuncia del loro credito al titolo in parola, è necessario invitare i ritardatari a compiere senza ulteriore indugio tale atto, poichè altrimenti scade il termine per la procedura di cui sopra.

A tale riguardo, conviene considerare ritardatari tutti coloro che non abbiano percepito durante la guerra le anticipazioni che su quelle pensioni corrispondeva il Tesoro dello Stato. E' probabile infatti, che alcune istanze da parte dei medesimi non siano mai giunte qui, perchè andate smarrite, e quindi occorre ripeterle.

Analogo sistema sarà seguito per quanto concerne i crediti per

pensioni operaie verso Istituti assicuratori austriaci od ungheresi, pensioni sempre relative al periodo bellico, e quindi è opportuno che anche i titolari di tali pensioni che non abbiano ricevuto gli anticipi come sopra è detto, si affrettino a presentare a questo Commissariato generale la rispettiva denuncia.

Tanto nel primo quanto nel secondo caso, è necessario che gli interessati indichino esattamente nella loro denuncia il nome dell'Istituto assicuratore, l'ammontare della rendita, la data in cui il relativo pagamento è stato sospeso ed in generale ogni altra indicazione che valga a facilitare l'identificazione della pratica ed a stabilire lo stato di fatto. Non è il caso di aggiungere che utile riesca l'allegare alla denuncia documenti in originale ed in copia concernenti le rendite stesse.

Sono persuaso che codesto Ufficio non solo si farà premura di portare quanto sopra a conoscenza degli interessati di codesta Regione, ma vorrà graziosamente prestare ai medesimi il Suo competente e valido sussidio in quanto concerne la compilazione e la trasmissione della denuncia di cui si tratta.

Mi sarà gradito un sollecito cenno di ricevuta della presente.

*Il Commissario generale*  
DE MICHELIS.

#### Commissariato generale dell'Emigrazione

CIRCOLARE 17 novembre 1922, n. 41

*Ai Sigg. Prefetti, Sottoprefetti, Questori*  
e per conoscenza :

*Agli Istituti di Tutela degli emigranti*  
*del Regno.*

Qualora si presentino Vossignoria et dipendenti funzionari persone desiderose emigrare Brasile con viaggio pagato da quel Governo favorisca raccogliere nome e cognome et professione et stato famiglia et quali delle persone che la compongono siano esperti lavori agricoli stop Senza diffondere speranze et senza dissuadere chicchessia favorisca trasmettere rapidamente Commissariato elenchi predette iscrizioni stop Pregho assicurare.

*Il Commissario generale Emigrazione.*  
DE MICHELIS.

## Commissariato generale dell'Emigrazione

CIRCOLARE 21 dicembre 1922, n. 45

*Ai Sigg. Prefetti, Sottoprefetti, Questori.**Ai Sigg. Ispettori dell'emigrazione.**Agli Istituti di tutela degli emigranti nel Regno.*

Dagli elenchi di prenotazione che qui pervengono di nostri lavoratori che intendono recarsi al Brasile con viaggio prepagato, si rileva come in tali elenchi si stiano comprendendo operai di ogni mestiere.

A tale riguardo debbo ricordare che le spese di viaggio vengono rimborsate ai fazendieri dal Governo dello Stato di San Paulo solamente quando si tratti di *famiglie coloniche* (e non di individui isolati), che vadano a lavorare nelle fazendas di quello Stato, (cioè fattorie in cui si coltiva il caffè) di *famiglie regolarmente costituite* e di ciascuna delle quali facciano parte, per lo meno, *tre uomini in età e condizioni di salute tali da poter prestare proficuo lavoro campestre fin dal momento dell'arrivo a destinazione.*

Non risulta che dal Brasile vi siano richieste di lavoratori di altro genere.

Ciò stante, non parmi il caso che si continui a ricevere la prenotazione di tutti indistintamente gli operai che intendono emigrare al Brasile, poichè procedendo così si spreca tempo e si fanno nascere illusioni dannose.

Conviene, quindi, prenotare esclusivamente le famiglie coloniche che si trovino nelle condizioni di cui sopra. *Ma il fatto della prenotazione non vuol dire probabilità di partenza.* Si tratta soltanto di una prenotazione in vista di eventuali occasioni non ancora ben definite.

Allorquando si tratti di persona che voglia recarsi al Brasile *a proprie spese*, deve essere avvertita che può andarvi in questo caso liberamente, a suo rischio e pericolo; ma occorre tener presente che le sole occasioni d'impiego possibile sono *per famiglie coloniche* aventi requisiti più sopra elencati.

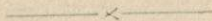
È altresì opportuno di richiamare l'attenzione degli interessati sul fatto che gli agricoltori i quali, *dopo il loro arrivo al Brasile* dispongono di un capitale di almeno diecimila lire, possono acqui-

stare in taluni Stati della Confederazione, dei piccoli appezzamenti di terreno da coltivare direttamente.

La metà della somma anzidetta servirebbe per pagare il prezzo d'acquisto del terreno e l'altra metà per il disboscamento, la costruzione della casa in legname e le spese di primo impianto. Qualora il prezzo d'acquisto non venga pagato per intero all'atto della contrattazione, l'acquirente non acquista la proprietà di quell'appezzamento che a pagamento completo.

*Il Commissario generale*

DE MICHELIS.



# BIBLIOGRAFIA

## LAVORO

M. SCELLE — *Le droit ouvrier* — Collin — Paris, 1922.

Il libro dello Scelle è una tavola del diritto operaio francese, nel quale sono esaminate le regole sociali dei rapporti fra la mano d'opera ed il patronato. L'A. si pone da un punto di vista interamente nuovo. Del diritto operaio egli studia l'evoluzione storica, dominata dal fattore parlamentare e dall'azione sindacale; la vita interna e cioè il meccanismo stesso delle leggi operaie ed infine la vita dell'operaio che utilizza le armi legali che il diritto stesso gli fornisce.

## COLONIE

REGINALD KANN. *Le protectorat marocain*. — Berger Levrault, Paris, 1921.

La parte più importante del volume è quella in cui l'A. parla della messa in valore del paese descrivendone le coste, i porti, le ferrovie, la viabilità, della immigrazione in genere delle sua qualità, lagnandosi che non sia regolata secondo i bisogni del paese. Descrive ancora lo stato dell'agricoltura e quel che essa promette, lo sviluppo presente delle varie culture e quelle di esse destinate ad avere un grande sviluppo; lo stato delle industrie ed il loro avvenire, le ricchezze minerarie e le condizioni del loro sfruttamento. Si intrattiene infine, sulle città principali e sull'avvenire cui sono chiamate.

HAROLD E. STEARNS — *Civilization in the United States: An inquiry by Thirty Americane* — New York — Harcourt, Brace, 1921.

## VARIE

JACQUES GRÈBER, *L'Architecture aux Etats-Unis*. Paris, Pagots, 1922, vol II.

Il primo volume è consacrato alla vita privata (casa, abitazioni collettive, città giardino, città industriali, alberghi, clubs); il secondo volume è dedicato alla vita degli affari agli scambi e trasporti, all'istruzione pubblica, alle biblioteche, ai musei, agli edifici religiosi, agli ospedali ecc. In questo libro non solo l'architettura, ma tutta la vita americana sintesi, passa sotto gli occhi del lettore.

## EMIGRAZIONE

A. CORDOVA - *Gli aspetti presenti e futuri dell'emigrazione* — Casa ed. « Problemi moderni » — Torino, 1922.

## ECONOMIA

A. PINO BRANCA - *Cinquant'anni di economia sociale in Italia.* — Bari - Laterza, 1922.

Vi si descrive e commenta sobriamente lo sviluppo dell'economia sociale nel nostro paese prendendo le mosse dagli anni che precedettero l'unificazione fino ai giorni nostri. Il volume contiene: I. - L'economia sociale prima dell'unificazione. II. La politica sociale della « destra storica » e della « sinistra ». III. La politica sociale della reazione. IV. La legislazione sociale dei governi liberali. V. L'economia sociale durante la guerra. VI. I caratteri generali dell'economia sociale in Italia. VII. Il problema della legislazione sociale nel dopoguerra. VIII. L'azione dello Stato in rapporto all'economia sociale. Appendice bibliografica

HARTLEY WITHERS, *In difesa del capitalismo*, a cura di Angelo Crespi. — Bari Laterza, 1922.

Con questo libro si dimostra luminosamente che la maggiore produzione di merci e di servizi da cui dipende il progresso materiale non può attendersi con sicurezza da alcuno dei sistemi socialisti finora proposti e che il capitalismo ha arrecato grandi vantaggi a tutte le classi, e che, migliorato ed ampliato, può essere fonte di nuovi e maggiori benefici a favore dell'umanità. Ecco i capitoli in cui si suddivide il volume: Prefazione - I. Introduzione II. Debolezza e forza del capitalismo. - III. Gli elementi della produzione. - IV. Capitalista ladro. - V. Il lavoro ed il suo prodotto. - VI. I risultati del capitalismo. - VII. I pericoli del socialismo di Stato. - IX. Socialismo cooperativista. - X. Il programma sindacalista. - XI. Il capitalismo e la libertà.

DELOCHE MAXIMIN - *La crise économique au XVI siècle et la crise actuelle* — Paris - Plon, 1922.

L'A. dimostra come la crisi economica della fine del secolo 16° si sia riprodotta quasi esattamente nell'attuale, tanto esse si identificano in tutti i loro dettagli.

WESLEY PHELPS et J. BUCKNER MYRICK - *Utilitarian series of fifty studies in utility values* — Washington, 1922.

Questa opera ha per fine di esporre a tutti quelli che lavorano i principi economici generali che permettano a ciascuno di comprendere i propri doveri e i propri diritti come membro di una società organizzata. Le grandi divisione dell'opera sono dedicate allo studio dell'uomo, degli strumenti di produzione, delle ricchezze, della società.

BOUNATIAN M. — *Les crises économiques: essai de morphologie et théorie des crises économiques périodiques et le théorie de la conjoncture économique* — Paris — Girard, 1922.

L'A. crede che la supercapitalizzazione sia la vera causa delle crisi economiche; le quali, quindi, non vanno ricercate nè nell'imperfezioni dei dettagli tecnici dell'organizzazione economica e neppure nella condotta difettosa delle imprese particolari.

HERMANN KURZ — *Die Grossbanken im schweizerischen Wirtschaftsleben* — Zurich — Inst — Orell Füssli, 1922.

Vi si studia la funzione delle grandi banche nella vita economica svizzera. Vengono trattati, tenendo conto delle condizioni particolari della Svizzera i seguenti argomenti: la concentrazione delle banche, le banche private, le operazioni di credito, le operazioni di impiego e di emissione, l'esportazione dei capitali, gli affari di borsa ecc.

OTTO H. KAHN — *Les Etats-Unis et les grands problèmes financiers* — Paris — Perrin, 1922.

E' la traduzione francese dell'opera di Kan, intitolata: « Reflections of a financier » — Sono trattati i seguenti argomenti:

Alta finanza. — La borsa di New York e l'opinione pubblica. — Due anni di cattive imposte e loro conseguenze. — La necessità di un'economia nazionale. — La minaccia dell'etatismo. — Un grande finanziere americano: Edward. — Henry Harriman. — Roosevelt e gli affari.

HOURLWICH ISAAC. — *Immigration and Labor — The economic aspects of European immigration to the United States* — New York — Huebsch, 1922.

L'A. di questo studio è un partigiano convinto dell'immigrazione agli Stati Uniti. Egli sostiene che l'immigrazione non deve essere considerata come la causa prima della maggior parte dei mali economici di cui soffrono gli Stati Uniti, ma come il loro più efficace rimedio ed a questo riguardo la nuova immigrazione, e cioè quella proveniente dall'Europa meridionale ed orientale, presenterebbe un valore eguale a quello dell'antica immigrazione nella quale prevalevano i popoli dell'Europa settentrionale ed occidentale. Nelle prime due parti del lavoro sono studiate le ripercussioni dell'immigrazione a traverso la storia, sull'economia, sulla popolazione, sulla classe operaia e sulle principali industrie degli Stati Uniti. Nella quarta parte sono studiati gli effetti della restrizione dell'immigrazione.

SAVAGE MARION DUTTON — *Industrial unionism in America* — New York — The Ronald Press Company, 1922.

E' uno studio sulla tendenza del movimento operaio agli Stati Uniti. L'A. esamina tre tipi di sindacalismo professionale. Classifica nel primo le organizzazioni che, nell'interno della Federazione Americana del lavoro, si organizzano o tendono ad organizzarsi in sindacati professionali; nel secondo si comprendono i sindacati che mirano a rag-

gruppare i lavoratori di tutte le industrie in una organizzazione unica. — Infine il terzo tipo è caratterizzato dai sindacati professionali indipendenti che non sono affiliati né alla federazione Americana del lavoro, né agli « Industrial workers of the World ». Il fine che si propongono questi diversi organismi è di togliere alle classi dirigenti la gestione delle industrie. — L'A. riconosce essere necessario far subire alla classe operaia un lungo periodo di preparazione, prima che possa utilmente assumere questa gestione.

ZENTRALVERBAND DEUTSCHER KONSUMVEREINE — Jahrbuch, 1922 3 vol. — Hamburg, 1922.

Nei primi due volumi si trova una abbondante documentazione del movimento cooperativo tedesco di consumo e del movimento cooperativo in generale. Il terzo volume comprende il resoconto del Congresso dell'Unione di Eisenack del giugno 1922.

DAYET MAURICE — *La renaissance économique de l'Allemagne* — Paris, Presses univ. de France, 1922.

G. JAJA. — *Geografia Economica commerciale* — Vol. I, *Istituzioni* — Raffaello Giusti, Editore, Livorno.

Il nome di « Istituzione », dato dall'autore alla sua opera, che è una trattazione metodica di geografia economica e commerciale, costituisce una novità, in questo campo. Ma esso corrisponde pienamente al contenuto del libro. Infatti, non solo la esposizione della materia è fatta con rigore scientifico; ma gli elementi costitutivi del traffico e dello scambio, cioè i complessi fenomeni del commercio interno ed esterno, formano un insieme vasto ed organico di cognizioni, in cui è continua e manifesta la ricerca e la determinazione dei principii fondamentali della scienza.

L'intento propedeutico dell'opera, efficacissimo mezzo di orientamento e di preparazione a studi più approfonditi, non deve peraltro far supporre che si tratti di un'opera esclusivamente scolastica: sebbene il libro didatticamente fu scritto, forse per servire agli studenti delle scuole professionali superiori, esso ha il valore di un trattato sistematico di geografia economica e commerciale.

Tutta l'opera conterà di tre volumi. Il volume 2° ed il 3° che l'autore ha in preparazione, avranno per oggetto, rispettivamente, « Il traffico e lo scambio mondiale » e « L'Italia ». Questo primo volume però appunto per il suo carattere istituzionale, fa da sé. Esso ha tre parti distinte:

Nella prima sono esaminati i fattori del traffico e dello scambio, distinti in *fattori naturali diretti* (sotto suolo, soprasuolo, regno vegetale, regno animale) e *indiretti* (configurazione, idrografia, clima, posizione geografica); in *fattori economici* (produzione agricola, produzione animale, pesca meccanica, produzione industriale) e in *fattori antropici* (condizioni demografiche, storiche-sociali, economiche, intellettuali).

Nella parte seconda, che ha per titolo « Il tramite spaziale », sono considerate le varie specie delle vie di comunicazioni: le vie terrestri, le vie acquee e le vie aeree; e singolarmente sono studiate, come elementi di considerevole importanza, le vie ordinarie, le strade ferrate, i mercati e le fiere, la navigazione interna, la navigazione marittima i porti, i telegrafi e telefoni, la radiotelegrafia, la navigazione aerea.

La parte terza ha per oggetto i complessi fenomeni del commercio (interno, coloniale ed esterno), della politica doganale (i dazi, i trattati di commercio) e della politica commerciale, concepita come una strategia ed una tattica del commercio, di cui sono considerati i fattori primari (capacità tecnica, credito all'esportazione) e i fattori ausiliari di integrazione, cioè le istituzioni ufficiali e private, che, nell'interesse collettivo, procurano di favorire l'espansione economico-commerciale.

M. E. BULKLEY. — *Bibliographical Survey of Contemporary Sources for the Economic and Social History of the War* — Humphrey Milford Oxford University Press, London, 1922.

E' una rivista bibliografica della letteratura in rapporto allo storia economica e sociale dell'Inghilterra durante la guerra ed il successivo periodo di ricostruzione, edita a cura della benemerita Fondazione Carnegie. Tranne pochi libri americani e stranieri, vi sono contenute quasi esclusivamente pubblicazioni inglesi avvenute sino al dicembre 1920. Si compone di nove parti principali: Condizioni sociali; Amministrazione; Industria e Commercio; Trasporto; Lavoro; Esercito e Marina; Finanza; Prezzi e costo della vita; Miscellanea.

*Concilio*